



MONUSCO

- **Stabilisation : les partis politiques signent un code de bonne conduite au Kasai Oriental**
- **Développement : des femmes congolaises formées et préparées au marché de l'emploi**



Photo MONUSCO/Sylvain Liechi

Quelles perspectives d'avenir pour les populations congolaises?

Le déploiement de la Brigade d'intervention désormais effectif

Sommaire

Photo MONUSCO/Sylvain Liechti



L'arrivée des premiers éléments de la Brigade d'intervention à Goma, le 12/03/2013

3 Echos des secteurs. La police du Bangladesh renforce ses capacités de protection

4 DDR/RR : la MONUSCO relance le processus de rapatriement des forces étrangères

5 La mise à niveau des Forces armées de la République démocratique du Congo à Bunia

6 Appui aux actions de l'Etat. Volontaires des Nations Unies : quelle contribution au programme de gestion des conflits inter-communautaires en RDC?

8 Equateur : la MONUSCO appelle les médias et la société civile à oeuvrer pour la stabilisation totale de la province

9 Reportage. La MONUSCO s'investit dans la formation des femmes congolaises pour mieux les préparer au marché de l'emploi

11 Interview. Asseta Ouedraogo loue le dynamisme des femmes du Nord Kivu

13 Société et développement. Les volontaires congolais se mobilisent contre le paludisme

14 Politique. Kasai Oriental : les partis politiques signent un code de bonne conduite

Photo couverture :

L'arrivée des premiers éléments de la Brigade d'intervention à Goma, le 12/03/2013

Directeur de l'Information Publique
Charles Bambara

Coordonnateur des Publications
Penangnini Toure

Rédacteur-en-Chef
Joseph Tshimanga

Infographiste
Jésus Nzambi Sublime

Perspectives d'avenir

✂ Par Joseph Tshimanga/MONUSCO

La dégradation de la situation sécuritaire dans l'est de la République démocratique du Congo a tant préoccupé le Conseil de sécurité des Nations Unie qu'une résolution spéciale a été votée le 27 mars 2013 autorisant le déploiement d'une brigade combattante dans cette partie orientale du pays. La même résolution a prorogé jusqu'au 31 mars 2014 le mandat de la MONUSCO.

La Brigade d'intervention aura pour conséquence immédiate la réduction de la menace des groupes armés sur les populations civiles à L'Est de la RDC.

La résolution 2098 le Conseil de sécurité a encore confirmé que toutes reconfigurations futures de la MONUSCO et de son mandat seront fonction de l'évolution de la situation sur le terrain.

Suite à la 3^{ème} page

Suite de la 2^{ème} page

Entre temps, sur le terrain, toujours à l'Est et dans le cadre de l'exécution quotidienne de son mandat, la Mission a mené quelques actions louables au cours du mois d'avril 2013.

Concernant l'appui à la réforme du secteur de la sécurité, par exemple, la MONUSCO a relancé le processus de désarmement, démobilisation, rapatriement et réintégration des groupes armés étrangers en Ituri.

Durant la même période, les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) ont bénéficié d'une importante formation de mise à niveau.

Dans l'ouest du pays, la MONUSCO, a poursuivi dans le cadre de son mandat de stabilisation, plusieurs actions d'appui aux nouvelles institutions, notamment par sa contribution au réglément des conflits intercommunautaires, l'appui au développement socio-économique, le soutien des activités de la jeunesse et des partis politiques.

Autant de titres d'analyse, de reportages et bien d'autres informations qu'il faut lire dans cette nouvelle édition d'"Echos de la MONUSCO" ■

Dans le district de l'Ituri

La police du Bangladesh renforce ses capacités de protection du personnel et des biens des Nations Unies



Exercice d'entraînement du contingent bangladais de la Police MONUSCO à Bunia - Photo MONUSCO/Amadou Maïga

✂ Par Amadou Maïga/MONUSCO

Au mois d'avril 2013, dans le district de l'Ituri, la police du contingent bangladais de la MONUSCO a organisé une série d'exercices d'entraînement et de mise à niveau.

Ce sont au total 139 policiers du contingent bangladais qui ont suivi, à Bunia, une formation en renforcement des capacités sur les normes internationales requises de maintien de l'ordre. L'unité de police bangladaise comprend plusieurs

pelotons qui remplissent une triple mission : le maintien et le rétablissement de l'ordre public, la protection du personnel et des biens des Nations Unies, et l'appui technique à la Police nationale congolaise (PNC).

La formation s'est adressée principalement aux policiers nouvellement intégrés dans la Mission pour leur permettre de mieux accomplir leurs tâches professionnelles ■

DDR/RR : la MONUSCO veut relancer le processus de rapatriement des forces étrangères

Alors que la Brigade d'intervention de la MONUSCO s'installe sur le terrain, la section DDRRR donne un coup d'accélérateur au processus de rapatriement volontaire des forces étrangères.

✂ Par Sam Howard/MONUSCO

La division de la MONUSCO chargée de Désarmement, Démobilisation, Rapatriement, Réintégration et Réinstallation (DDR/RR) a entrepris de travailler en synergie avec les partenaires, d'une part, et d'autre part de sensibiliser les groupes armés étrangers présents en RD Congo au processus de rapatriement volontaire. Cette décision traduit de l'intention de la MONUSCO de mieux faire comprendre aux uns et aux autres le programme DDR/RR, ses défis et ses perspectives. En effet, le programme DDR/RR envisage de sensibiliser les éléments de l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA), des Forces démocratiques pour la Libération du Rwanda (FDLR) ainsi que des Forces démocratiques alliées (ADF) au processus de rapatriement.

Mission de sensibilisation

Récemment, une équipe du programme DDR/RR basée à Dungu a organisé à Faradje (province Orientale) une journée de travail avec 25 personnes, dont des officiers supérieurs des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC), des autorités gouvernementales, et des membres de la société civile. Aux uns et aux autres la MONUSCO a rappelé leurs responsabilités et l'attitude qu'ils doivent avoir face à l'activisme de la LRA et



Un groupe de combattants FDLR désarmés, démobilisés et rapatriés par la MONUC en 2006 - Photo d'archives/Martine Perret

autres forces négatives opérationnelles dans l'est du pays.

Les partenaires invités se sont imprégnés du contenu des modes opératoires normalisés et du concept de DDR/RR en matière de réception des ex-combattants et leurs dépendants.

Le territoire de Faradje est le meilleur endroit du lancement de cette campagne d'information et de sensibilisation, car ce territoire a connu l'une des pires attaques de rebelles en 2008 lorsque LRA

a massacré plus de 200 civils le jour de Noël.

Présent à cette journée de sensibilisation, l'administrateur du territoire de Faradje, Héritier Masikini, a, au nom du gouvernement de la RDC, salué les efforts déployés par la MONUSCO pour répondre rapidement aux préoccupations de la population, notamment en lui apportant plus d'informations sur les activités du processus DDR/RR ■

Réforme du secteur de la sécurité

La mise à niveau des Forces armées de la République démocratique du Congo à Bunia

✉ Par Amadou Maïga et Joseph Tshimanga/MONUSCO

Dans le cadre de son mandat d'appui aux Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC), la MONUSCO a organisé récemment à Bunia dans le district de l'Ituri, une formation de mise à niveau de 100 officiers et soldats des FARDC.

Ces derniers ont suivi plusieurs modules d'instruction et de sensibilisation portant sur la topographie, le maniement des armes, les tactiques de combat et les droits de l'homme. Le séminaire de formation, qui a été assuré par des instructeurs du

contingent bangladais, s'est déroulé dans le camp d'entraînement de Rwampara. Il a permis de sensibiliser les participants sur les lois internationales régissant les conflits armés ainsi que sur la Résolution 2098 du Conseil de sécurité, autorisant notamment le déploiement d'une brigade d'intervention pour neutraliser les groupes armés dans l'Est de la RDC.

Réforme du secteur de la sécurité

Rappelons que dans sa résolution 2053 (2012), après avoir précisé que la protection des civils demeurerait la grande priorité de la MONUSCO, le Conseil de

sécurité a demandé au Gouvernement de la République démocratique du Congo d'accomplir des progrès dans plusieurs domaines liés à la réforme du secteur de la sécurité, notamment en nouant à cette fin un nouveau partenariat stratégique avec la MONUSCO pour déterminer les priorités de chaque composante du secteur et trouver de nouvelles façons pour la Mission d'aider les autorités congolaises à renforcer les capacités de l'armée, de la police, de l'appareil judiciaire et d'autres institutions chargées de la sécurité afin de mieux asseoir l'autorité de l'Etat ■



Des éléments des FARDC en formation dans le district de l'Ituri - Photo MONUSCO/Amadou Maïga



*Micheline Magwambo Andosay,
membre du programme conjoint des
Affaires civiles et du PNUD -
Photo MONUSCO*

Volontaires des Nations Unies : quelle contribution au programme de gestion des conflits intercommunautaires en RDC ?

Comment les volontaires des Nations Unies peuvent-ils contribuer aux actions menées par la MONUSCO pour mettre un terme aux conflits intercommunautaires en République démocratique du Congo ? Micheline Magwambo Andosay, Congolaise, volontaire des Nations Unies et formatrice du Programme conjoint de la section des Affaires civiles de la MONUSCO et du PNUD au Bas-Congo tente de répondre à cette question. Dans cet entretien, elle décrit son travail et en donne les résultats dans le cadre des projets d'appui à la gouvernance locale mis en œuvre dans cette province.

✂ **Propos recueillis par Maimouna Traoré/MONUSCO**

Echos de la MONUSCO : Pouvez-vous nous parler brièvement du programme conjoint de la section des Affaires civiles de la MONUSCO et du PNUD, et en quoi consiste-t-il ?

Micheline Magwambo Andosay : Le programme conjoint englobe trois grands axes à savoir: l'appui à la

restauration et à l'extension de l'autorité de l'Etat, la gestion des conflits et l'appui à la réconciliation communautaire et, l'appui à la société civile.

Quelle est votre contribution dans ce programme ?

Notre travail en tant que volontaire

des Nations Unies a un impact considérable dans la mesure où nous accompagnons le processus de mise en œuvre de la décentralisation; nous appuyons les actions de la société civile, les actions de consolidation de la paix au sein des communautés touchées par les conflits. Concernant les

conflits, nous procédons d'abord par l'identification et l'enregistrement des conflits et leur catégorisation. Ensuite, viennent la priorisation et l'analyse des risques. Enfin, l'appui aux activités de résolution des conflits et le suivi ou l'évaluation.

Quel est le genre des conflits recensés et catégorisés au Bas-Congo ?

Auparavant, la section des Affaires civiles avait recensé plus de vingt conflits au Bas-Congo. A mon arrivée, avec mes missions de terrain, nous en avons recensé douze autres. Ces conflits tournent autour de la question foncière, de l'accès aux ressources naturelles, des conflits entre populations et grandes entreprises d'exploitation des ressources.

En tant que volontaire, quels sont, concrètement, les résultats que vous avez obtenus dans le cadre des conflits locaux, la sécurité et la décentralisation ?

Notre contribution a permis à la section des Affaires civiles de la MONUSCO d'identifier et d'enregistrer de nouveaux conflits au sein des communautés. Notre appui à la formation, au renforcement des capacités du comité local de résolution des conflits et au recueil des données sur les conflits ont eu un impact très considérable dans la reconstruction de la paix dans les communautés et à la cartographie desdits conflits. Concernant les préoccupations des autorités congolaises sur les questions liées à la sécurité, la décentralisation, les

élections et la justice, les résultats de l'enquête que nous avons menée sur le terrain nous a permis de proposer des fiches techniques pour le renforcement des capacités des agents territoriaux. Les thèmes développés avaient trait à la décentralisation, la Gouvernance locale,



Micheline Magwambo Andosay

la planification du développement et le genre.

Concernant le recueil des informations sur les besoins en formation des agents des services de l'Administration publique au niveau local, les résultats de nos enquêtes ont démontré un réel besoin de formation et de renforcement des capacités. Ces

observations orienteront ainsi le PNUD, la MONUSCO et d'autres partenaires dans l'élaboration d'un programme national de formation pour le personnel des entités territoriales décentralisées.

Avez-vous pu faire une évaluation du travail en cours en ce qui regarde les comités provinciaux et locaux de développement ?

Nous avons contribué à l'élaboration du rapport de fonctionnalité du Comité Provincial de Développement et celui local. En démontrant leurs efficacité et dysfonctionnement. L'évaluation a été effectuée en partenariat avec le Ministère provincial du plan et les ONG locales. Nos observations faciliteront l'exploration des possibilités d'une meilleure coordination avec les bailleurs de fonds pour la mise en œuvre des actions de développement provinciales et locales du Bas-Congo.

Vous êtes congolaise, pour vous c'est quoi le volontariat et que ressentez-vous, quand vous vous trouvez parmi les communautés ?

Le volontariat pour moi équivaut à une grande participation à la consolidation de la paix dans mon pays. En tant que Congolaise, je mets mon expérience au service des communautés et je contribue à renforcer la cohésion sociale. Quand je suis parmi les communautés je me réjouis de la confiance qu'elles m'accordent et de la volonté du changement qu'elles affichent ■

Equateur: la MONUSCO appelle les médias et la société civile à œuvrer pour la stabilisation totale de la province

La stabilisation de l'Equateur doit passer aussi par la sensibilisation des médias, de la société civile et des partis politiques à travailler ensemble pour apaiser le climat social et politique.

✂ Par Jean Tobie Okala/MONUSCO



Une rencontre de responsables des médias et des représentants du bureau de la MONUSCO à Mbandaka le 24/04/2013 - Photo MONUSCO/Jean-Tobie Okala

La Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation en République démocratique du Congo a appelé les responsables des médias, des associations de la société civile et des partis politiques à œuvrer pour le rétablissement de la paix et de la sécurité totales à travers toute l'étendue de la province de l'Equateur. Un message de sensibilisation générale leur a été lancé dans ce sens lors d'une rencontre publique à Mbandaka le 24 avril 2013. "Une nouvelle tension sociale

et politique peut être évitée si les acteurs politiques, la société civile et les médias jouent pleinement leur rôle d'éducateurs civiques", a estimé le chef de Bureau de la MONUSCO en Equateur, Ould Mohamed El Hacem.

"Les journalistes doivent respecter le code de déontologie qui régit leur métier car, a déclaré Monsieur El Hacem, ce que disent les journalistes non seulement les engage, mais engage aussi des milliers, voire des millions de personnes qui les écoutent, et qui croient en eux".

Outre les journalistes, le chef du Bureau de la MONUSCO a exhorté la société civile et les acteurs politiques à sensibiliser la population à la culture de la paix et à la démocratie. Les journalistes et les acteurs sociaux et politiques ont reconnu et dénoncé un climat qui a régné à Mbandaka ces dernières années, du fait des divisions et des tensions, du manque de professionnalisme des uns, et de l'inféodation des autres au pouvoir politique ■

La MONUSCO s'investit dans la formation des femmes congolaises pour mieux les préparer au marché de l'emploi

La MONUSCO a mis en place un projet d'encadrement de 50 femmes dont plusieurs sont issues de milieux défavorisés et sans emplois. Ce projet s'inscrit dans un long processus qui, à terme, va profiter à de nombreuses autres femmes vivant dans les mêmes conditions.

✂ Par Joseph Tshimanga/MONUSCO



Des femmes en cours d'informatique - Photo CPAD

Mince, petite taille, Cathy Tabu paraît la plus jeune de toutes les filles convoquées ce 29 mars 2013 à Kinshasa pour une interview de sélection qui la qualifiera ou non pour faire partie des bénéficiaires d'un projet à impact rapide financé par la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation en RDC (MONUSCO). Le jury chargé de conduire cette interview était composé de deux représentants de l'ONG "Congo-Paix et Actions pour

le Développement" (CPAD) et, côté MONUSCO, d'une économiste, d'un chauffeur de la division des Affaires politiques et un responsable de l'Unité chargé des projets à impact rapide. Les 25 femmes choisies à participer à ce test étaient toutes Congolaises, issues de milieux défavorisés, et n'ayant pas eu l'occasion de poursuivre leurs études au-delà du niveau primaire. Elles seront formées en coupe et couture. Par ailleurs, 25 autres jeunes filles et femmes ont

été retenues pour suivre une formation en informatique, en anglais et en marketing. Parmi ces dernières, certaines sont diplômées tandis que d'autres poursuivent des études universitaires.

Ambiance d'une journée peu ordinaire pour ces femmes

En attendant son tour devant le jury d'interview, Cathy paraît impatiente, signe de nervosité sans doute. A l'instar comme elle, ce sont au total près de 60

femmes qui attendent leur tour devant une modeste battisse située au quartier Binza Ozone dans la commune de Ngaliema. C'est là que se déroule le processus de sélection. Mais la longue file d'attente n'entame en rien le courage de ces femmes décidées à réussir ce test de sélection.

"Je suis la fille de la maison", dit Cathy avec un sourire. En 2009, elle avait participé à la formation en informatique au Centre professionnel d'insertion de l'ONG CPAD, soutenue alors

partenaire, le CPAD, qui m'ont déjà permise de renforcer mes capacités en informatique. J'ai tiré un grand profit de ma première formation suite à laquelle j'ai effectué un stage payé dans un organisme international de Kinshasa", dit-elle avec la satisfaction d'avoir réussi.

Bien différente de Cathy, Irène Namunaso participe pour la première fois à cette interview. "C'est un bonheur pour moi de participer à une formation entièrement gratuite, pendant trois mois. Il y a beaucoup d'avantages à attendre : développer mes



Cathy, à droite, candidate à l'interview du 29/03/2013 - Photo CPAD

par la Mission de l'ONU au Congo (MONUC) à l'époque, aujourd'hui MONUSCO. Elle vient y parfaire cette fois ses connaissances en anglais, malgré son emploi du temps chargé qu'elle consacre aux études supérieures en Relations internationales à l'Université Pédagogique Nationale (UPN). "Je remercie vivement la MONUSCO et son

aptitudes intellectuelles, me former pour un futur emploi, surtout quand on sait que l'emploi des femmes n'est pas chose aisée sur un marché du travail très concurrentiel", estime-t-elle. L'objectif principal d'Irène est d'acquérir de nouvelles connaissances en informatique en vue de compléter sa formation académique en comptabilité à l'Institut pédagogique de la Gombe.

Un nécessaire encadrement

L'initiative de cette formation va au-delà du simple emploi. C'est aussi un signe de la bonne collaboration entre la MONUSCO et les structures étatiques et non-étatiques du pays. C'est du moins l'avis de John Tshimpaka, formateur du CPAD. "La MONUSCO dote le CPAD des moyens logistiques pour son meilleur fonctionnement et pour un encadrement nécessaire des personnes défavorisées", dit-il. Ce sentiment est partagé par Freddy Ndjadh, Secrétaire exécutif du CPAD pour qui, "la MONUSCO qui est notre partenaire privilégié depuis 2007, a mis à notre disposition des ordinateurs, des machines à coudre, toute la logistique nécessaire aux activités formatives de notre centre. D'autre part, avec cette nouvelle logistique et notre personnel régulièrement mis à niveau, les 50 candidates qui seront sélectionnées pendant cette période bénéficieront d'un enseignement de qualité".

Le CPAD a été créé en mai 2002. Cinq ans plus tard, en 2007, il a sollicité et obtenu une aide financière de la MONUC par le biais de ses appuis à travers les projets à impact rapide. Grâce à ce soutien financier et logistique, le Centre professionnel d'insertion du CPAD a formé 72 jeunes filles, et les a accompagnées dans leur quête d'emploi. Aujourd'hui en 2013, ce projet est relancé pour, une fois de plus, souligner l'importance de ce partenariat renouvelé entre le CPAD et la MONUSCO. Il est exécuté par Laure Gnassou, Economiste à la division des Affaires politiques de la mission, assistée par Aline Gerembaya de la même division. Le projet actuel vise à octroyer une formation à 50 jeunes filles et femmes défavorisées pendant trois mois. Les cours ont débuté le 2 mai 2013 ■



Mme Asseta Ouedraogo (debout au centre) s'adressant à un groupe de femmes congolaises - Photo MONUSCO/Clara Padovan

Asseta Ouedraogo loue le dynamisme des femmes du Nord Kivu

Après huit ans de bons et loyaux services à la MONUSCO où elle a servi à Kinshasa puis à l'Est du pays, Mme Asseta Ouedraogo vient de quitter définitivement la mission pour une retraite méritée dans son pays, le Burkina-Faso. Radio Okapi s'est entretenue avec elle avant son départ. Voici le message qu'elle a laissé aux femmes de la RDC en général et celles du Nord-Kivu en particulier.

✂ **Propos recueillis par Denise Lukesso avec la collaboration de Clara Padovan/MONUSCO**

Radio Okapi : Bonjour Asseta Ouedraogo, vous êtes responsable du Bureau Genre de la MONUSCO/ Nord Kivu. Vous quittez définitivement la mission, nous voudrions tout d'abord connaître votre parcours ?

Asseta Ouedraogo : Comme vous le dites, je suis effectivement à la fin de

mon parcours à la MONUSCO. Et je voudrais remercier Dieu de m'avoir permise d'atteindre l'âge de la retraite. J'ai rejoint la mission en 2005 à Bukavu, avant d'aller travailler en 2007/2008 à Kinshasa comme conseillère du Genre par intérim. Puis en 2009, j'ai été déployée à Goma pour m'occuper des

questions Genre pour toute la partie-Est de la RDC. En tout, j'ai passé huit ans en RDC.

Vous avez beaucoup travaillé avec les associations des femmes du Nord Kivu. Que peuvent-elles retenir de votre parcours dans la mission et de votre

apport par rapport aux questions de promotion de la femme dans la province du Nord Kivu ?

Je ne peux pas prétendre être la seule à avoir apporté quelque chose aux femmes du Nord Kivu. Lorsque je suis arrivée dans cette province, j'ai trouvé des femmes avec beaucoup de qualités et de ressources. Et en partenariat avec les organisations féminines nous avons travaillé ensemble au renforcement de leurs capacités. Je pense que je quitte la région en laissant les femmes congolaises engagées en faveur de la paix. Je pars en laissant les femmes, convaincues que, par leurs actions, elles peuvent apporter un changement positif à leur situation et dans leur pays.



Mme Ouedraogo

Vous avez laissé le travail des femmes du Nord Kivu en chantier, car la paix n'est pas encore une réalité. Qu'est-ce qui retient votre attention de la part de ces femmes qui se sont investies dans la restauration de la paix au Nord Kivu ?

Ce que je retiens de ces femmes, c'est que, chaque fois qu'il y a un événement, elles ont été attentives, elles ont fait des analyses très objectives et réalistes de la situation; ce qui est très positif. Ces analyses leur ont permis souvent d'identifier les problèmes et d'agir très vite. Et je pense que, lorsque nous restons vigilantes, nous prévenons beaucoup de problèmes. C'est ça ce que je retiens des femmes du Nord-Kivu. Et je laisse aussi des femmes qui veulent toujours aller de l'avant, qui veulent renforcer leurs capacités. Je vous donne un exemple : quand je suis arrivée dans le Kivu en 2005, j'ai constaté que la plupart des

femmes abandonnaient leur scolarité pour se marier, mais à un moment donné, lorsque je suis revenue au Nord Kivu, j'ai vu que la plupart de ces femmes étaient retournées à l'université pour renforcer leurs capacités. Et je pense que cela est un élément très positif.

Vous vous êtes également investie dans la lutte contre les violences faites aux femmes à tous les niveaux. Que peuvent attendre les femmes de cette lutte que vous avez menée ensemble et qu'elles vont devoir poursuivre seules maintenant?

A mon arrivée, la loi contre les violences sexuelles n'était pas encore adoptée. Ensemble avec les femmes et avec les autres organisations, nous avons lutté pour cela. Nous avons surtout encouragé les femmes à aller de l'avant. Sans nous mettre devant, nous les

avons conseillées et appuyées. Et, aujourd'hui nous avons une loi. Ça c'est un grand pas en avant. Lorsque je suis arrivée il n'y avait pas de loi sur la parité. Les femmes ont analysé la situation et nous les avons accompagnées dans cette initiative. Aujourd'hui elles ont une loi sur la parité. Je pense que ce sont des événements clés qui font la fierté des femmes congolaises et de ceux ou celles qui ont travaillé à leurs côtés. Avant, pour amener une femme à dénoncer un cas de violence sexuelle, c'était la croix et la bannière. Aujourd'hui, beaucoup de femmes le font de façon naturelle. Cette prise de conscience est le fruit d'un réel travail de sensibilisation que nous avons mené aux côtés des

femmes. C'est une grande victoire et un grand pas en avant, à mon avis.

Vous quittez la mission et la RDC. Un message pour les femmes ?

C'est vrai, je quitte la mission et la RDC, mais, mon esprit reste en RDC. Le contact que j'ai noué en RDC avec les femmes restera intact. Voici le message que je laisse aux femmes: tout d'abord je voudrais dire qu'elles sont des femmes fortes, courageuses... je voudrais ensuite leur dire qu'elles sont presque au bout du tunnel. Il faut tout simplement qu'elles se mettent ensemble. L'unité fait la force. Je leur laisse donc ce message d'unité : ce n'est qu'ensemble qu'elles peuvent arriver à un résultat palpable. Donc, beaucoup de courage à mes sœurs de la République démocratique du Congo. Nous ne sommes pas que des partenaires, nous sommes devenues des sœurs ■

Les volontaires congolais se mobilisent contre le paludisme

Le Front Commun Contre le Paludisme (FCCP), en partenariat avec le programme des Volontaires des Nations Unies en République démocratique du Congo (RDC) et le Secrétariat National du Volontariat, a organisé un atelier de plaidoyer des associations de volontaires de la société civile à l'occasion de la Journée Mondiale contre le Paludisme.

Programme des Volontaires des Nations Unies

Le mercredi 24 avril 2013, les associations volontaires de la société civile congolaise ont répondu massivement à l'appel mondial à se mobiliser pour un monde sans paludisme. Plus de 120 volontaires ont participé à un atelier de réflexion organisé pour discuter de leur rôle dans la lutte contre le paludisme en RDC.

Ils ont insisté sur la nécessité d'engager citoyens et politiciens dans les efforts communs pour endiguer et éradiquer la maladie. *“Mobiliser les volontaires, c'est les engager dans la lutte contre le paludisme et inciter activement les autres à en faire autant”*, a expliqué Flavien Muzuluba Kinier, Secrétaire National du Volontariat, en soulignant l'apport essentiel des volontaires aux efforts pour vaincre la maladie. *“L'enjeu est de conscientiser sur les dangers du paludisme – qui du reste est peu connu de la majorité et entouré de mythes –et d'encourager les populations à adopter des gestes préventifs de base pour eux-mêmes mais aussi pour la communauté. Ces activités de sensibilisation et de mobilisation sont indispensables à la lutte contre le paludisme, elles sont à notre portée et nous pouvons agir là où d'autres acteurs échoueraient”*, a souligné Gilbert Mugisho, Coordonnateur du FCCP.

Recommandations

Les conclusions de l'atelier ont débouché sur une série de propositions qui ont été présentées au Ministre de la Santé au cours de la célébration officielle organisée par le Programme National de Lutte contre le Paludisme au Ministère des Affaires Etrangères à Kinshasa le 25 avril 2013. Les volontaires congolais

proposent une série d'actions visant la mobilisation de la population et la promotion d'une citoyenneté responsable; la mise en place d'un fonds civil de lutte contre le paludisme, l'assainissement des quartiers et la gestion des déchets au niveau communautaire, la sensibilisation dans les écoles et les églises ■



Un groupe de volontaires des Nations Unies et des partenaires congolais en atelier de réflexion sur la problématique d'éradication du paludisme - Photo MONUSCO/Alexandra De Boumonville

Les partis politiques signent un code de bonne conduite

Les partis et regroupements politiques œuvrant au Kasai Oriental ont signé un code de bonne conduite, de tolérance et de non-violence grâce à l'action de la section des Affaires politique de la MONUSCO.



Les partis politiques ont signé, en présence des témoins, le code de bonne conduite, de tolérance et de non violence - Photo MONUSCO/Piergiorgio Paglialonga

✂ Par Chris Mukand/MONUSCO

Ce document d'environ huit pages reprend les devoirs et obligations auxquels les signataires ont volontairement souscrit. Le code stipule, entre autres, que *“les partis et regroupements politiques ont le droit d'organiser des réunions et des manifestations politiques pacifiques, et d'y participer. L'autorité publique doit garantir l'exercice de ce droit de manière impartiale”*. Quant aux obligations, les signataires

conviennent par exemple de *“s'interdire toute attitude, tout comportement, tout propos de nature à porter atteinte à la dignité, à la vie privée, à l'intégrité physique des personnes et de leurs biens, et ce, aussi bien en public qu'en privé”*.

Trente deux représentants et membres des partis politiques de la majorité présidentielle et de l'opposition ont signé publiquement ce code de bonne conduite, qui est l'aboutissement

d'une série d'activités de sensibilisation à la tolérance politique et à la non-violence menées par la section des Affaires politiques du Bureau conjoint des Nations Unies au Kasai Oriental.

Le 10 avril 2013, la section des Affaires politiques du Bureau conjoint des Nations Unies avait rencontré, tour à tour, les leaders et représentants des partis politiques, hommes et femmes, la ligue des jeunes ainsi que des étudiants. L'objectif de la rencontre était d'identifier les problèmes communs ou spécifiques de chaque formation politique ou de la jeunesse, et d'envisager ensemble des solutions.

Appui consensuel

Le Bureau conjoint des Nations Unies a soutenu la création d'un cadre de concertation entre les partis politiques susceptible de promouvoir la non-violence et la tolérance politique dans la

province du Kasai Oriental. En vue de redynamiser les activités de ces partis dans la province, le bureau leur a fourni plus de 200 chaises en plastique.

La signature de ce code de bonne conduite tombe à point nommé, à l'approche des élections provinciales, municipales et locales, dont l'organisation est attendue par la nouvelle Commission électorale nationale indépendante (CENI) ■

Kasaï Occidental : les jeunes exhortés à faire preuve de responsabilité dans leur participation aux élections

✂ Par Lansana Dabo/MONUSCO

Le Bureau de la Mission de l'ONU pour la Stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) de Kananga, province du Kasaï Occidental, a organisé récemment en partenariat avec le Haut Conseil de la Jeunesse, une formation d'éducation civique sur le thème: *"Contribution des jeunes à la construction de l'édifice démocratique"*. Une centaine de jeunes en provenance de différentes associations ont pris part à cette formation, qui a mis l'accent, entre autres, sur la participation aux élections. *"Les élections constituent un instrument de mesure de la légitimité des institutions étatiques. C'est une procédure par laquelle un peuple choisit librement ses dirigeants. Dans ce choix, les jeunes, 'fer de lance' de la société, y jouent un rôle primordial"*, a commenté un participant.

Mais de quel rôle s'agit-il?

Moussa Seyni, membre de la division Electorale de la MONUSCO, a dégagé trois axes principaux pour conduire la

réflexion: la nécessité de la participation des jeunes aux élections, les entraves qui s'opposent à leur participation pleine et entière au processus électoral, et les instruments juridiques qui



Sensibilisation des jeunes à Kananga pour une plus grande responsabilité lors des élections - Photo MONUSCO/Lansana Dabo

garantissent les droits de la jeunesse. *"La jeunesse constitue aujourd'hui une force dans la société, dans l'Etat, si bien qu'aucune communauté ne peut se développer politiquement, économiquement et culturellement sans la participation de celle-ci"*, a souligné Monsieur Seyni.

Il a par ailleurs indiqué que, quand bien même les jeunes ont

l'âge de voter, ils font souvent l'objet de manipulations politiciennes, et n'hésitent pas parfois à monnayer leur conscience pour de maigres sommes d'argent ou autres avantages insignifiants.

L'orateur a insisté sur le fait que les jeunes électeurs doivent voter pour les candidats dont le projet de société cadre avec leurs préoccupations. Donc, *"Il faut faire preuve de responsabilité et de maturité d'esprit,"* a exhorté Moussa Seyni.

L'objectif de la campagne de sensibilisation des jeunes de Kananga aux élections était de consolider un climat de paix au Kasaï Occidental en perspectives des prochaines

élections provinciales, municipales et locales. A l'issue de cette campagne de sensibilisation, les jeunes ont élaboré des messages de paix qui seront adressés notamment aux leaders des partis politiques, à la société civile, au gouvernement, à la communauté internationale, aux milieux universitaire et scolaire, et aux journalistes ■

Photos Taty/MONUSCO



Le barrage hydro-électrique d'Inga...



...l'un des moteurs économiques importants de la RDC

Pour nous contacter :

12, avenue des aviateurs - Kinshasa/Gombe - Tél. : (243) 81 890 7368 - (243) 81 890 6885 - E-mail : tourep@un.org - Site web : www.monusco.org



www.facebook.com/monusco.org



twitter.com/MONUSCO



www.youtube.com/MONUSCO